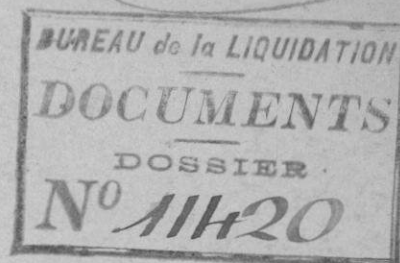


Compte d'exploitation S.N.C.F.
(Questions spéciales)
Accord du Service Commercial sur les
dépenses à prendre en compte.



241 L M 15618
(1941-1944)

Compte d'exploitation S.N.C.F. (questions spéciales)

—
Accord du Service Commercial
sur les dépenses à prendre en compte.

A Paris, le 19

Pour le Directeur des Services Financiers :

M.le	Chef de la Subdivision de la	
"	Comptabilité des Recettes	
"	du Secrétariat du Service des	
"	approvisionnement	
"	de la 3ème Son du Sce Gal du	
"	Service de l'Exploitation EST	
"	"	NORD
"	"	OUEST
"	"	SUD-EST
"	"	SUD-OUEST
"	de la Subdivision de Comptabi-	
"	lité du Sce M.T. EST	
"	"	NORD
"	"	OUEST
"	"	SUD-EST
"	"	SUD-OUEST
"	de la Subdivision de Comptabi-	
"	lité du Sce V.B. EST	
"	"	NORD
"	"	OUEST
"	"	SUD-EST
"	"	SUD-OUEST

(1) Timbre du service ordonnateur.

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale

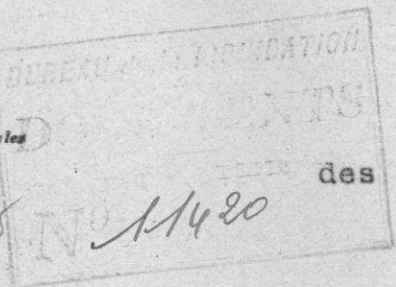
de la

Comptabilité Générale

Subdivision des Recettes Générales

Bureau de la Liquidation

F2 CGe 3. N° 785



11420

Monsieur le Chef de la Division
des Affaires Générales et de la Publicité
Service Commercial

Réf : Votre lettre lère D^{on} I/3 Etudes N° 20 du 3 Janvier 1944

Objet : Communication des résultats comptables afférents aux
art. 3 - 5 et 6 du Chapitre V Dépenses diverses.

J'ai l'honneur de vous faire connaître, qu'indépendamment de la Situation des Recettes et des Dépenses d'Exploitation, il est adressé au Service Commercial, le 15 de chaque mois pour le mois comptable M-2, un relevé des dépenses suivies par ce Service, donnant la décomposition des imputations, par région et service d'origine, et comportant le détail par § et §§ des articles dont la surveillance incombe au Service Commercial.

Ce relevé établi selon les prescriptions de la Note Générale-Série Administrative - Sous-série Budget N° I A 1 du 1er Juillet 1939, ne comporte pas l'art 5 placé sous la surveillance du Service Central du Mouvement. Nous prenons toutefois toutes dispositions utiles pour comprendre cet article dans les relevés qui vous seront adressés à partir du mois comptable de Janvier 1944.

La présentation actuelle des dits relevés ne permet pas d'indiquer l'importance des sommes intéressant plus particulièrement la S.C.F.T.A et, bien que nous nous proposons de demander aux Services régionaux de les faire apparaître sur leurs factures mensuelles, il y a lieu de faire des réserves sur l'exactitude des chiffres qui pourront être ainsi fournis sous forme de renvois.

Le Chef de la Division Centrale
de la Comptabilité Générale

Signé: ALADENISE

M.W.

Paris, le 8 Juin 1941

SERVICES FINANCIERS

DIVISION CENTRALE

DE LA COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

SUBDIVISION DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

BUREAU de la LIQUIDATION

F2 Liq. N° 284

Monsieur le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité du ServiceRégion

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les pièces comptables imputables au Chap. II des dépenses art. 2 § 2, devront être soumises à l'acceptation du Service Commercial; cette mesure sera applicable à partir du mois comptable de Février et toutes les factures devront comporter mention de l'accord préalable de ce Service.

En conséquence, les imputations dont il s'agit devront parvenir aux Services Financiers (Comptabilité Générale) par factures distinctes et non plus figurer sur les factures mensuelles récapitulatives.

	(Est	BUREAUX
Exploitation	(Nord	
	(Ouest	Central
	(Sud-Est	
	(Sud-Ouest	Livres
Matériel et Tract	(Est	Comptes divers
	(Nord	
	(Ouest	Solde
	(Sud-Est	
Voie & Bâtiments	(Sud-Ouest	Comptes courants
	(Est	
	(Nord	Mandatement
	(Ouest	
	(Sud-Est	
	(Sud-Ouest	

S. N. C. F.

SERVICES FINANCIERS

Division Centrale
de la
Comptabilité Générale

Subdivision
des
Ecritures Générales

Bureau de la Liquidation

F2 Liq N° 425

Paris, le 25 AVR 1941

Monsieur le Chef de la Subdivision de la
Comptabilité du Soc Matériel et Traction
EST
OUEST

M. le Chef de la Subdivision des
COMPTES DIVERS & les relevés
MANDATEMENT & les relevés

Je vous rappelle que conformément aux indications de ma lettre F2 Liq. n° 284 du 5 février dernier, toutes les écritures imputables au Chapitre II Article 2 § 2 (Dépenses) doivent être soumises préalablement à l'acceptation du Service Commercial et que son accord doit être mentionné sur les pièces comptables.

De ce fait, les imputations à ce titre doivent donner lieu à l'établissement de pièces distinctes.

Les pièces ne comportant pas les dites références, seront à l'avenir, rejetées aux Services émetteurs.

Par ailleurs, pour me permettre de renseigner le Service qui, pour les mois antérieurs, conteste certaines imputations, je vous prie de vouloir bien, dès que possible, me retourner le relevé ci-joint relatif aux opérations émanant de votre Subdivision de Service, complété par l'indication des références d'acceptation.

COPIE transmise à M. le Chef de la Subdivision
de la Comptabilité du Service

Expl. Nord
M.T. Nord
V.B. Nord

Expl. Est
V.B. Est

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONIE

Expl. Ouest
V.B. Ouest

Expl. Sud-Est
M.T. Sud-Est
V.B. Sud-Est

Expl. Sud-Ouest
M.T. Sud-Ouest
V.B. Sud-Ouest

LE CHEF DE LA SUBDIVISION
DES ÉCRITURES GÉNÉRALES

Signé : LAGUIONIE

Recu Communication téléphonique
du S. C. Commercial

Un inspecteur divisionnaire M. Jean ?
de la part de M. Bourgeois

Écrire aux Services que toutes les imputations
à faire aux Revenus, ch. II, art. 2, § 2
doivent être acceptées préalablement par le
S. C. Commercial. Comme pour les A. C. M.
Nous réserverons donc, après écriture, les factures
non conformes. Même celles de la C. G.

Quitter en conséquence les cahiers des
imputations

Copie de la lettre
sera transmise
aux services